



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1989/30  
20 décembre 1988

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/  
FRANCAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-cinquième session  
Point 15 de l'ordre du jour provisoire

LE ROLE DES JEUNES DANS LA PROMOTION ET LA PROTECTION  
DES DROITS DE L'HOMME, Y COMPRIS LA QUESTION  
DE L'OBJECTION DE CONSCIENCE AU SERVICE MILITAIRE

Rapport du Secrétaire général

## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
I. VUES DES ETATS OU IL EXISTE UN SERVICE MILITAIRE NATIONAL ET QUI PROPOSENT DES FORMES DE SERVICE AUTRES QUE LE SERVICE DANS LES FORCES ARMEES	2
Bulgarie	2
Finlande	3
République démocratique allemande	5
République fédérale d'Allemagne	6
Norvège	7
Portugal	7
Suède	10
II. VUES DES ETATS QUI NE RECONNAISSENT PAS EN PRINCIPE L'OBJECTION DE CONSCIENCE AU SERVICE MILITAIRE MAIS EXAMINENT ET ACCEPTENT DES CAS PARTICULIERS	10
Cuba	10
III. VUES DES ETATS QUI N'ONT PAS D'ARMEE REGULIERE OU QUI APPLIQUENT UN REGIME DE SERVICE MILITAIRE VOLONTAIRE	13
Barbade	13
République dominicaine	13
Guatemala	14
Malte	14
Uruguay	14
IV. VUES DES ORGANES DE L'ONU ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES	15
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	15
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	16
V. VUES DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES	17
Conseil de l'Europe	17
VI. VUES DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES	26
Amnesty International	26
Comité consultatif mondial de la Société des amis (Quakers)	29
Human Rights Advocates	32
Union internationale humaniste et laïque	34
Fédération internationale islamique d'organisations d'étudiants	34
Pax Christi International	35

## INTRODUCTION

1. Par sa résolution 1987/46 du 10 mars 1987, intitulée "Objection de conscience au service militaire", la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général de faire rapport à la Commission, à sa quarante-cinquième session, sur la question de l'objection de conscience au service militaire, en tenant compte des observations communiquées par les gouvernements et des renseignements supplémentaires qu'il aurait reçus.
2. Dans une note verbale datée du 22 mai 1987, le Secrétaire général a donc invité tous les Etats Membres, les organes de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales à lui communiquer toutes les observations et tous les renseignements pertinents aux fins du rapport susmentionné, si possible avant le 31 décembre 1987. Le texte de la résolution 1987/46 était joint à la note verbale.
3. Conformément à la résolution 1987/46 de la Commission, le présent rapport du Secrétaire général sur le rôle des jeunes dans la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris la question de l'objection de conscience au service militaire, est soumis à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-cinquième session.

I. VUES DES ETATS OU IL EXISTE UN SERVICE MILITAIRE NATIONAL  
ET QUI PROPOSENT DES FORMES DE SERVICE AUTRES QUE LE SERVICE  
DANS LES FORCES ARMEES

Bulgarie

[Original : anglais]

[19 février 1988]

Conformément à la Constitution de la République populaire de Bulgarie, la défense de la patrie est un devoir suprême et une question d'honneur pour tout citoyen bulgare (art. 61, par. I). Le système de conscription bulgare est un service militaire général et obligatoire auquel sont assujettis tous les citoyens de la République populaire de Bulgarie, quels que soient leur race, leur croyance religieuse, leur niveau d'instruction, leur origine sociale et leur situation (article 62 de la Constitution et article 3 de la loi relative au service militaire obligatoire).

L'attitude du Gouvernement de la République populaire de Bulgarie à l'égard de l'objection de conscience au service militaire procède de la conviction que faire profession de croyances morales, éthiques, religieuses ou autres interdisant de porter les armes représente une manifestation concrète du droit de chaque individu à la liberté de pensée, de religion et de conscience. Soucieuse de concilier autant que possible les droits et les devoirs de l'individu et de l'ensemble de la société, à condition que cela ne compromette pas la sécurité nationale du pays, la République populaire de Bulgarie s'efforce de trouver des formes de service militaire qui ne soient contraires aux exigences de la conscience ou aux croyances religieuses d'aucun individu ou d'aucun groupe.

Bien que le droit à l'objection de conscience au service militaire n'ait fait l'objet d'aucun texte juridique, la législation nationale bulgare prévoit différentes formules pour le remplacer. La plus courante est l'obligation du service non combattant accompli dans le cadre des unités affectées au génie. Fondamentalement, ces unités sont chargées d'activités relevant du bâtiment et des travaux publics et les exercent donc hors du cadre des forces armées nationales.

Le Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie a promulgué pour sa part un certain nombre de décrets offrant aux jeunes astreints au service militaire la possibilité légale de remplir leurs obligations en travaillant dans certaines branches de l'industrie pendant cinq ans. Plus précisément, ce service non combattant peut s'effectuer dans la métallurgie - décret No 4/1974; dans la construction navale - décret No 7/1976; dans l'extraction de minerais, l'extraction du charbon et la construction de mines - décret No 606/1977; dans la prospection géologique et l'extraction du pétrole et du gaz - décret No 1241/1977. En application de ces décrets, les conscrits employés dans les diverses branches susmentionnées de l'économie nationale jouissent de tous les droits et sont tenus de toutes les obligations inscrits dans le Code du travail, c'est-à-dire qu'ils ont des droits et des devoirs différents de ceux des appelés. Il s'agit d'un service civil effectué en dehors des forces armées. On a créé de la sorte les conditions concrètes requises pour concilier les intérêts de la société - par l'accomplissement d'un travail utile à l'ensemble de la collectivité - et les intérêts ainsi que les convictions morales, éthiques et religieuses des individus.

En vue de stimuler certaines branches de l'économie nationale, compte tenu en particulier des objectifs nationaux de développement, la législation de la République populaire de Bulgarie prévoit encore un autre service de substitution. En vertu des dispositions du décret No 3407/1984, les jeunes peuvent être dispensés de leurs obligations militaires dès lors qu'ils sont admis comme étudiants dans les filières techniques de l'électronique et l'automatisation ainsi que des biotechnologies, sous réserve qu'ils s'engagent à travailler dans leur spécialité, après l'obtention de leur diplôme, pendant 10 ans au moins.

Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie s'est toujours efforcé de trouver des solutions effectives aux problèmes réels qui se posent à l'individu dans le monde actuel, de promouvoir le respect de la dignité humaine et les conditions garantissant la jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales. Pour concilier les obligations des individus vis-à-vis de la société avec les impératifs de leur conscience et leurs croyances religieuses eu égard à leurs droits et à leurs libertés fondamentales, il est indispensable de garantir, à l'échelle mondiale, le droit de l'homme primordial qu'est le droit à la vie. C'est en résolvant les contradictions qui caractérisent aujourd'hui les relations entre Etats, en diminuant les tensions internationales, en mettant à exécution des mesures réelles de désarmement général et complet et en instaurant un système général de paix et de sécurité internationales, dont le domaine socio-humanitaire fait partie intégrante, que l'on pourra répondre aux exigences morales et éthiques de la conscience des milliards d'habitants de la planète qui aspirent à un monde sans guerre et sans armes. Tel est également le principe sur lequel la République populaire de Bulgarie a toujours fondé et continuera de fonder ses relations avec tous les pays, quel que soit leur système socio-politique.

#### Finlande

[Original : anglais]

[4 novembre 1987]

En Finlande, le service militaire est fondé sur l'obligation générale d'assurer la défense nationale, prévue par la Constitution. A l'alinéa 1 du paragraphe 75, celle-ci dispose que tout citoyen finlandais est tenu de participer à la défense de la patrie ou d'y contribuer selon les dispositions de la loi. La loi relative au service militaire (453/50) a été promulguée en application de cette disposition de la Constitution. Aux termes de cette loi, tout citoyen de sexe masculin est astreint au service militaire, lequel consiste en un service armé d'une durée déterminée dans les forces de défense.

Sous certaines conditions, le service militaire peut être effectué sous une forme autre que le service armé. En vertu de la loi sur le service militaire non armé et le service civil de substitution (132/69), une personne assujettie au service militaire et qui refuse de l'accomplir pour des raisons profondes de conscience fondées sur des convictions religieuses et éthiques en est, sur sa demande, exemptée en temps de paix. Quiconque aura été dispensé du service militaire est tenu d'accomplir un service militaire non armé ou un service non militaire.

Toute personne astreinte au service militaire mais qui en a été exemptée doit en principe effectuer un service militaire non armé dans le cadre des forces de défense. Elle n'est tenue ni de manier des armes, des munitions ou d'autres matériels analogues, ni de s'entraîner à leur usage, ni de participer à leur entretien. A tous les autres égards, le service militaire non armé est identique au service militaire armé, mais sa durée dépasse de 90 jours celle du service militaire armé (qui est de 240 jours).

Si les raisons de conscience mentionnées par la loi lui interdisent aussi un service militaire non armé dans les forces de défense, l'intéressé peut effectuer un service non militaire dans l'administration publique ou dans un hôpital universitaire. Il faut, selon la loi, que ce service soit conçu de telle sorte qu'il n'y ait pas de contradiction entre les convictions de la personne qui s'en acquitte et les devoirs auxquels il la soumet. La durée du service non militaire est supérieure de 240 jours à celle du service militaire général et atteint donc 480 jours au total. Ses modalités pratiques sont définies par le Ministère du travail.

Une modification provisoire (647/85) de la loi sur le service militaire non armé et le service civil de substitution est entrée en vigueur le 1er janvier 1987. Elle est applicable à l'essai jusqu'à la fin de 1992. Elle a supprimé l'enquête visant à établir la sincérité des convictions religieuses ou éthiques des objecteurs de conscience. Une simple déclaration de l'intéressé indiquant qu'il souhaite effectuer un service non militaire suffit. Et il a en outre le choix entre le service militaire non armé et le service non militaire. Un transfert du service militaire armé au service militaire non armé ou au service non militaire est possible à n'importe quel stade de la période de service.

Si une personne rappelée pour une période d'instruction informe les autorités militaires que de sérieuses raisons de conscience lui interdisent d'obtempérer, elle en est exemptée et se voit ordonner un service de substitution.

Le refus d'accomplir un service militaire, armé ou non armé, est régi par les dispositions du Code militaire. Celui de tout service de substitution (objection totale) tombe sous le coup des dispositions pénales de la loi relative au service militaire non armé et au service civil de substitution, qui prévoient une peine d'emprisonnement d'une durée équivalant aux deux tiers de la période de service restant à accomplir, majorée de cinq mois au maximum. Toutefois, la durée du service et de la peine cumulées ne peut dépasser 16 mois au total. Une fois qu'il purge la totalité de sa peine, l'intéressé n'est plus appelé à effectuer un service non militaire.

Une loi dispensant les Témoins de Jéhovah du service militaire dans certains cas est entrée en vigueur le 1er janvier 1987. Aux termes de ce texte (645/85), un témoin de Jéhovah peut obtenir un sursis jusqu'à la fin de l'année où il aura atteint l'âge de 28 ans, puis être exempté de service militaire en temps de paix. Dans la pratique, cela signifie que les Témoins de Jéhovah ne sont astreints à aucune forme de service militaire en temps de paix.

République démocratique allemande

[Original : anglais]

[20 janvier 1988]

1. La République démocratique allemande souscrit au principe fondamental dont s'inspire la résolution 1987/46 de la Commission des droits de l'homme, laquelle préconise de la part de tous les Etats des efforts tendant à écarter définitivement la menace de la guerre, à préserver la paix internationale, à concrétiser le droit à l'autodétermination et à développer la coopération internationale conformément à la Charte des Nations Unies. Ces objectifs sont aussi ceux que poursuit la République démocratique allemande en menant une politique étrangère destinée à bannir la guerre de la vie des hommes.

2. Comme le premier devoir des Etats est, selon la Charte des Nations Unies, de maintenir la paix, et que ce devoir, étant donné la poursuite de la course aux armements, revêt une importance croissante puisque désormais la survie de l'humanité en dépend, le service militaire qui assure concrètement la protection de la paix est un droit souverain de tout Etat épris de paix.

La République démocratique allemande estime que le service militaire est en outre pleinement compatible avec toute conception éthique ou religieuse s'il est destiné à préserver la paix, c'est-à-dire si, en dernière analyse, il vise à empêcher que les armes soient jamais employées.

3. Tirant la leçon, amère, de l'histoire, la République démocratique allemande a toujours considéré comme une obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour que jamais plus une guerre ne parte du sol allemand. Elle a donc défini son effort militaire national comme étant de caractère exclusivement défensif.

4. Ce choix, qui se retrouve dans la nature et le contenu de son service militaire, a été réaffirmé devant tous les Etats et devant les citoyens de la République démocratique allemande lorsqu'en mai 1987 les Etats parties au Pacte de Varsovie ont exposé leur doctrine militaire et ont proposé aux Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord d'entamer des consultations en vue de comparer les doctrines militaires.

La République démocratique allemande est donc fondée à souligner qu'entre le désir qu'a le peuple de préserver la paix et la politique militaire menée par l'Etat, il n'y a aucune contradiction qui puisse peser sur la conscience de ses citoyens ou créer un conflit entre leur conscience et leur devoir civique quand ils doivent effectuer leur service militaire. Il ne faut pas non plus perdre de vue que l'un des principes fondamentaux du Pacte international relatif aux droits civils et politiques est que l'individu a des devoirs envers autrui et envers la collectivité à laquelle il appartient.

5. Toutefois, conformément aux dispositions de l'article 20 de sa Constitution, lequel garantit la liberté de conscience et de conviction, la République démocratique allemande, dès 1964, par un décret de son Conseil de la défense nationale, a offert la possibilité, pour remplacer le service militaire, d'accomplir un service dans les unités du génie aux citoyens qui, en raison de leurs convictions religieuses ou pour des motifs analogues, refusaient d'effectuer un service militaire comportant l'usage des armes.

En conséquence, le refus du service militaire pour les raisons susmentionnées n'est pas passible de poursuites pénales.

Ces dispositions répondent aux préoccupations dont il est débattu depuis plusieurs années dans le cadre de la Commission des droits de l'homme et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies.

République fédérale d'Allemagne

[Original : anglais]

[15 janvier 1988]

Selon la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, nul ne peut être astreint, contre sa conscience, au service armé en temps de guerre. Ce droit est inscrit dans la Loi fondamentale, il est l'expression garantie par la Constitution de la liberté d'agir selon les impératifs de sa conscience et il constitue de ce fait un droit fondamental autonome. Les modalités de son exercice sont régies par la loi relative à l'objection de conscience, aux termes de laquelle une personne astreinte au service militaire peut demander à se voir reconnaître la qualité d'objecteur de conscience. La demande doit se référer au droit à l'objection de conscience inscrit dans la Loi fondamentale et être accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, d'un exposé précis des motifs pour lesquels l'intéressé refuse le service militaire et d'un certificat de bonne conduite.

L'Agence fédérale pour le service civil statue par écrit sur les demandes présentées par les personnes appelées sous les drapeaux. Les décisions concernant les requérants relativement peu nombreux qui ont déjà commencé à accomplir leur service militaire sont prises par des commissions indépendantes et, en cas de récusation de la part des intéressés, par des conseils chargés d'examiner les objections de conscience. Le requérant dont la demande est rejetée par l'Agence fédérale pour le service civil ou un conseil chargé d'examiner les objections de conscience peut porter l'affaire devant un tribunal administratif. Moyennant autorisation, il peut être fait appel du jugement d'un tribunal administratif auprès du tribunal administratif fédéral. Si celui-ci rejette l'appel, l'intéressé peut en dernier ressort utiliser le recours spécial qui consiste à saisir la Cour constitutionnelle fédérale.

Le service militaire général auquel sont astreintes les personnes de sexe masculin ayant 18 ans révolus est aussi prévu par la Loi fondamentale. Pour assurer le respect du principe constitutionnel de l'égalité de traitement, les objecteurs de conscience peuvent être requis d'accepter un service de substitution. Les modalités en sont régies par la Loi relative au service civil des objecteurs de conscience, en vertu de laquelle les personnes qui ont officiellement obtenu le statut d'objecteur de conscience sont appelées à accomplir un service civil qui revêt la forme d'activités utiles à l'ensemble de la population, essentiellement dans le domaine social. Les objecteurs de conscience officiellement reconnus qui ont fourni à l'étranger certains services bénévoles de nature à favoriser la compréhension internationale sont libérés de l'obligation d'effectuer un service civil.



Norvège

[Original : anglais]

[18 février 1988]

1. En application de l'article premier de la loi No 3 du 20 août 1965 relative à l'exemption de service militaire en raison de convictions personnelles, un conscrit est libéré de ses obligations militaires si l'on est fondé à croire qu'il est incapable d'accomplir une forme quelconque de service militaire sans que cela soit contraire à ses convictions personnelles profondes.

Dès lors que la conviction personnelle est conforme aux exigences de substance, de profondeur et de fermeté posées par cette loi, elle peut indifféremment être de caractère religieux, éthique ou politique.

2. En vertu de l'article 10, un conscrit dispensé de service militaire en application de la loi accomplit un service civil obligatoire. La durée en est fixée à 16 mois, déduction faite de tout service militaire déjà accompli à concurrence de 12 mois.

Selon le même article, le service est de caractère civil et n'a aucun rapport avec les installations ou les activités militaires.

Plus de 70 % des personnes accomplissant un service civil travaillent dans le secteur de la santé et de la protection sociale. Les autres sont employées dans la fonction publique civile, dans des camps, dans l'agriculture et la sylviculture, par des organisations humanitaires, des musées ou d'autres institutions culturelles, dans la recherche et ainsi de suite.

3. En vertu de l'article 2 de la loi et des dispositions réglementaires qui s'y rapportent, les demandes d'exemption de service militaire en raison de convictions personnelles sont examinées par le Ministère de la justice. Environ 80 % des requérants obtiennent une dispense à l'issue d'une procédure administrative. Si la demande d'un conscrit est rejetée, ce dernier dispose de trois semaines pour faire savoir s'il est disposé à accepter la décision et à effectuer son service militaire. S'il refuse, l'Etat l'assigne devant un tribunal civil qui statue sans appel (cf. article 5 de la loi).

Portugal

[Original : français]

[7 décembre 1987]

1. D'après la Constitution portugaise, selon la rédaction qu'en a donnée la loi de révision No 1/82, "le droit à l'objection de conscience est garanti aux termes de la loi" - article 41, paragraphe 6.

Cette orientation était déjà adoptée dans la version initiale de la Constitution de 1976, qui, cependant, prévoyait seulement les cas d'objection de conscience au service militaire.

2. Puisqu'il s'agit d'un droit fondamental reconnu par la Constitution, les pouvoirs publics (et les entités privées) devront assurer son application directe, même dans le cas où il n'y a pas encore de loi qui le réglemente. C'est-à-dire, même à défaut de réglementation spéciale sur cette matière, les objecteurs de conscience peuvent se refuser à la prestation du service militaire armé, moyennant recours direct aux dispositions constitutionnelles.

L'article 276 de la Constitution établit, à son tour, que :

par. 4. "Les objecteurs de conscience effectueront un service civique, d'une durée et d'une pénibilité équivalentes à celles du service militaire armé";

par. 5. "Le service civique peut être établi en substitution ou en complément du service militaire et rendu par la loi obligatoire pour les citoyens non assujettis aux devoirs militaires".

3. Compte tenu des principes susmentionnés, il faudra avant tout que les personnes astreintes au service militaire soient informées de leur droit de refuser leur prestation en temps utile, c'est-à-dire avant l'incorporation. Dans le cas contraire, il ne sera certainement pas possible d'assurer que toute la procédure à suivre, l'examen de la demande, soit terminée avant le début de l'exercice du service militaire, sauf si la présentation de la demande a un caractère suspensif. Mais dans ce cas-ci il faudra trouver une solution rapide, qui assure au candidat au statut d'objecteur de conscience la garantie de ne pas être lésé du fait du retard de la décision et qui permette aux forces armées de planifier leurs actions, compte tenu du nombre d'objecteurs existant.

La demande de ce statut devra aussi être possible si les raisons qui la fondent se révèlent à un moment ultérieur à l'incorporation, et dans le cas où d'autres périodes de service militaire seraient jugées obligatoires.

4. Il faudra naturellement prévoir un service de remplacement, à établir "en substitution ou en complément du service militaire" (art. 276, par. 5). Ceci permettra d'affecter les objecteurs de conscience à des tâches différentes, de façon à leur permettre de réaliser une activité utile à la société et qui, en même temps, ne contrarie pas les motifs qui auront déterminé leur demande.

De ce fait, les objecteurs qui se bornent à refuser l'usage des armes pourront être simplement affectés à une activité complémentaire du service militaire armé.

Pour la nature de ce service, il faudra tenir compte des principes constitutionnels caractérisant l'activité des forces armées.

#### Article 275

Par. 4. "Les forces armées sont au service du peuple portugais".

Par. 5. "Les forces armées peuvent collaborer, conformément à la loi, aux tâches ayant trait à la satisfaction des besoins essentiels et à l'amélioration de la qualité de vie des populations".

Le service de remplacement ne devra pas être plus long ou plus pénible que le service armé. Le statut d'objecteur de conscience ne devra pas, en effet, être envisagé en tant que sanction ou, du moins, en tant que détour justifiant un traitement moins favorable. La dureté du service de remplacement pourrait être, en ce dernier cas, une invitation à oublier les convictions profondes de l'objecteur et l'assujettir au service militaire traditionnel.

Et dans le cas où un traitement aggravé serait établi en raison des convictions politiques, idéologiques, religieuses ou autres, l'article 13 de la Constitution serait violé, étant donné le libellé de son paragraphe 2 :

"Nul ne peut être privilégié, avantagé, défavorisé, privé d'un droit ou exempté d'un devoir en raison de son ascendance, de son sexe, de sa race, de sa langue, de son lieu d'origine, de sa religion, de ses convictions politiques ou idéologiques, de son instruction, de sa situation économique ou de sa condition sociale".

5. Par la loi 6/85, du 4 mai, l'Assemblée de la République portugaise a approuvé le régime juridique de l'objection de conscience.

Ayant naturellement adopté les principes constitutionnels fondamentaux, l'on y a prévu et réglementé le service civique (art. 4 et suivants), en tenant compte des intérêts, de la capacité d'abnégation et des aptitudes littéraires et professionnelles de l'objecteur (art. 7).

Des sanctions y sont aussi prévues pour les cas de refus ou abandon du service militaire (art. 8).

6. Selon le chapitre IV de cette loi, la procédure d'obtention du statut d'objecteur de conscience est de nature judiciaire, l'action introductive d'instance devant être présentée devant le tribunal du ressort de la résidence du demandeur.

La décision du tribunal est susceptible d'appel.

7. Un système spécial transitoire est prévu pour les citoyens qui, au moment de la publication de la loi, avaient déjà demandé l'octroi du statut d'objecteur de conscience et ceux qui, ayant commencé d'accomplir leurs obligations militaires, voulaient le demander (chapitre V).

Voilà les traits fondamentaux du statut juridique de l'objecteur de conscience.

Le Gouvernement portugais fera approuver bientôt un texte réglementaire concernant le service civique de remplacement, prévu par l'article 4 de cette loi 6/85 \*/.

De toute façon, il est déjà certain que celui-ci s'accomplira suivant l'ordre de préférence prévu au paragraphe 2 dudit article 4.

---

\*/ Le texte de la loi 6/85 peut être consulté au secrétariat (en français seulement).

Suède

[Original : anglais]

[21 janvier 1988]

Aucune modification n'a été apportée à la législation suédoise relative à l'objection de conscience au service militaire depuis les dernières observations à ce sujet, adressées par la Suède au Centre pour les droits de l'homme le 31 octobre 1984 (E/CN.4/1985/25).

II. VUES DES ETATS QUI NE RECONNAISSENT PAS EN PRINCIPE  
L'OBJECTION DE CONSCIENCE AU SERVICE MILITAIRE  
MAIS EXAMINENT ET ACCEPTENT DES CAS PARTICULIERS

Cuba

[Original : espagnol]

[10 novembre 1987]

En vertu de la Constitution de la République de Cuba, norme juridique suprême de l'Etat socialiste cubain, adoptée par la population à l'issue d'un scrutin libre, direct et secret, qui consacre et garantit pleinement et conformément aux réalités économiques et sociales dont elle procède, les principes d'égalité et de justice sociale et la reconnaissance sans réserve de l'exercice par tous les citoyens, dans des conditions d'égalité, des droits et libertés fondamentales, l'Etat socialiste cubain réalise la volonté du peuple travailleur, maintient et défend l'intégrité et la souveraineté de la patrie, garantit la liberté et la pleine dignité de l'homme, l'exercice de ses droits et le développement intégral de sa personnalité.

Pour garantir l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale, préserver le travail créateur du peuple et ses conquêtes historiques, écarter par la dissuasion la menace de l'impérialisme nord-américain, qui a imposé à Cuba un blocus économique et a monté contre elle des actes de sabotage, des opérations de piraterie et des actions militaires, allant jusqu'à y expédier des mercenaires depuis son territoire, et pour être en mesure de résister à une agression et de la repousser, le pays consacre à sa défense les ressources matérielles et humaines nécessaires, en amenant la population tout entière à s'engager dans la tâche, cette participation étant la garantie que Cuba ne retombera jamais sous le joug du néocolonialisme et l'expression de l'unité du peuple et de sa volonté de vivre avec sa Révolution ou de périr en combattant pour la défendre.

Conformément à ces objectifs et dans le respect de la volonté souveraine du peuple, la Constitution dispose en son article 64 que "la défense de la patrie socialiste est le plus grand honneur et le devoir suprême de chaque Cubain".

Les forces armées cubaines sont des forces de défense et non d'agression. Le peuple de Cuba est prêt à défendre la moindre parcelle du territoire en cas d'agression, comme il l'a prouvé en s'enrôlant volontairement et massivement dans les milices des troupes territoriales qui avaient été créées le 1er mai 1980 devant les menaces et les manoeuvres militaires des Etats-Unis dirigées contre Cuba et qui ont été intégrées, aux côtés des unités régulières et des corps de réserve, à la grande armée populaire de la Révolution.

Tout citoyen cubain de 16 à 50 ans est tenu d'accomplir le service militaire général, qui assure la préparation militaire et la formation générale, mais qui est résolument axé sur la défense de la patrie face aux agressions organisées par les ennemis de l'extérieur.

A Cuba, les appelés sont des jeunes gens tant physiquement que politiquement, moralement et intellectuellement aptes au service actif, qui considèrent leurs obligations militaires comme un grand honneur, le service militaire étant une école où tous, jeunes et moins jeunes, reçoivent non seulement une instruction militaire pour la défense de la patrie, mais également une formation scolaire, morale et générale qui fait d'eux des hommes accomplis.

C'est à cette fin qu'a été créée la Société d'éducation patriotique militaire, qui a pour mission d'aider à préparer les nouvelles générations à leur incorporation dans l'armée, et d'inculquer aux enfants et aux adolescents les traditions de lutte du peuple cubain.

La défense de la patrie est en effet une tradition du peuple cubain, qui a fait sienne l'affirmation du général Antonio Maceo, symbole de l'esprit et de l'indomptable volonté de lutte de notre peuple, héros des guerres d'indépendance de 1868 et 1895, qui proclama : "Quiconque tentera de s'emparer de Cuba ne récoltera que la poussière de son sol inondé de sang, s'il ne périt pas au combat", ce que notre peuple résume dans sa devise "la patrie ou la mort".

La Constitution, en son article 12, proclame que la République de Cuba fait siens les principes de l'internationalisme prolétarien et de la solidarité combative des peuples et : condamne l'impérialisme, qui, en tant que principale force d'agression et de guerre et ennemi juré des peuples est l'instigateur et le soutien de toutes les manifestations fascistes, colonialistes et racistes; condamne l'intervention impérialiste, directe ou indirecte, dans les affaires intérieures ou extérieures de tout Etat et, partant, l'agression armée et le blocus économique, ainsi que toute autre forme d'ingérence ou de menace portant atteinte à l'intégrité des Etats et des éléments politiques, économiques et culturels des nations; qualifie les guerres d'agression et de conquête de délit international; reconnaît la légitimité des guerres de libération nationale ainsi que celle de la résistance armée à l'agression et à la conquête et considère de son droit et de son devoir internationaliste d'aider les pays victimes d'agression et les peuples qui luttent pour leur libération; oeuvre en faveur d'une paix digne et durable, fondée sur le respect de l'indépendance et de la souveraineté des peuples et sur le droit de ceux-ci à l'autodétermination.

Pour s'acquitter du devoir internationaliste de solidarité et d'aide proclamé dans la Constitution, les Forces armées n'ont jamais hésité à répondre à l'appel des pays menacés par des agresseurs au service de l'impérialisme qui mettaient en péril leur intégrité et leur indépendance; c'est ainsi que Cuba a prêté assistance au peuple frère d'Angola dans sa lutte contre l'invasion raciste du régime d'apartheid sud-africain.

Il faut signaler que tous les internationalistes cubains qui sont allés se battre dans la République populaire d'Angola avaient demandé à partir. Ceux qui préféraient rester à Cuba et ne pas prendre part à cette mission internationaliste n'ont eu qu'à le faire savoir et tous ceux qui se sont rendus en Angola étaient volontaires.

Comme le Commandant en chef des forces armées, Fidel Castro, l'indiquait dans son discours du 26 juillet 1977, "quand on a demandé des volontaires pour la mission de solidarité avec le peuple angolais, des centaines de milliers de Cubains se sont présentés. Des centaines de milliers ! Et pour un soldat qui est parti, il y a eu 30 réservistes volontaires qui sont restés".

Suivant les principes proclamés dans la Constitution et conformément au progrès politique, social et culturel et au degré élevé de conscience du peuple cubain, le Code pénal, adopté le 30 décembre 1978, qualifie de délit des actes réprouvés par la conscience juridique internationale et condamnés dans les conventions internationales ratifiées par Cuba tels que le mercenariat, le génocide et l'apartheid, alors même que de tels délits ne peuvent exister dans la société cubaine.

Au nombre des atteintes à la paix et au droit international constitutives de délits, le Code pénal cubain retient l'"incitation à la guerre", en punissant quiconque "incite à une guerre d'agression" (art. 120, alinéa a)), ainsi que la "violation de la souveraineté d'un Etat étranger", et plus précisément, vise celui qui "commet un acte visant à porter atteinte à l'indépendance d'un Etat étranger, à l'intégrité de son territoire ou à la stabilité et au prestige de son gouvernement" (art. 115).

Il découle des dispositions de la Constitution et du Code pénal que la reconnaissance par l'Assemblée générale (résolution 33/165 rappelée dans la résolution 1987/46) du droit de refuser de servir dans les forces militaires ou policières qui sont utilisées pour faire appliquer l'apartheid est garantie à Cuba, pays qui a condamné le crime d'apartheid ainsi que les guerres d'agression et de conquête, expressément interdites par la Constitution. L'objection au service militaire, de la part d'un jeune qui refuse ainsi d'être engagé dans une guerre d'agression ou une aventure militariste menée au profit de l'oligarchie et au détriment des populations, est juste et légitime. C'est pourquoi Cuba a rendu hommage aux jeunes Américains qui ont refusé de prendre part à la guerre d'agression contre le Viet Nam.

Vu le caractère défensif de ses forces armées, Cuba estime que l'"objection de conscience" ne peut être admise dans son cas. Ce nonobstant, elle s'efforce d'aménager ce principe lorsque c'est possible.

Cuba, dont la population est éprise de paix et de justice et reçoit une préparation militaire en vue de préserver son droit à une vie juste et humaine, souscrit aux principes énoncés dans la résolution 1987/46 de la Commission des droits de l'homme, qui reconnaît le droit à l'objection de conscience au service militaire ayant pour objet ou pour fin l'agression sous quelque forme que ce soit ou l'imposition de l'apartheid ou toute autre pratique discriminatoire aberrante. De même, elle partage la conviction "que des efforts constants et sincères de tous les Etats tendant à écarter définitivement la menace de la guerre, à préserver la paix internationale, à concrétiser le droit à l'autodétermination et à développer la coopération internationale, conformément à la Charte des Nations Unies, finiraient par créer des conditions dans lesquelles le service militaire deviendrait inutile".

III. VUES DES ETATS QUI N'ONT PAS D'ARMEE REGULIERE OU QUI  
APPLIQUENT UN REGIME DE SERVICE MILITAIRE VOLONTAIRE

Barbade

[Original : anglais]

[9 décembre 1987]

La Barbade n'a pas d'armée régulière, et toutes les recrues des forces de défense ou des corps de réserve sont des engagés volontaires. La question de l'"objection de conscience au service militaire" ne se pose donc pas.

En outre, le chapitre III de la Constitution de la Barbade prévoit la protection des droits et libertés fondamentaux de l'individu, l'article 19 étant expressément consacré à celle de la liberté de conscience, qui apparaît en particulier compatible avec la résolution 1987/46. Ainsi, en invoquant la liberté de conscience garantie par la Constitution, un citoyen de la Barbade aurait le droit de refuser pour des raisons de conscience d'accomplir le service militaire.

République dominicaine

[Original : espagnol]

[12 juin 1987]

Le service militaire obligatoire n'existe pas dans la République dominicaine, qui ne connaît donc pas de cas d'objection de conscience.

Guatemala

[Original : espagnol]

[13 octobre 1987]

Une étude 1/ réalisée par une commission constituée à la suite de la note verbale No G/SO 214 (24) du 22 mai 1987, relatives à la résolution 1987/46 de la Commission des droits de l'homme, a abouti à la conclusion qu'il n'y avait pas lieu de légaliser l'objection de conscience comme motif d'exemption de service militaire, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'objection de conscience est contraire à la Constitution de la République du Guatemala, à la loi portant organisation de l'armée guatémaltèque et à d'autres lois et règlements militaires; en outre,

les membres des forces armées sont recrutés selon des critères de niveau professionnel et parmi les volontaires qui sont convaincus d'exercer ainsi leurs droits civiques et de s'acquitter de leurs devoirs envers la patrie; enfin et surtout, l'objection de conscience au service militaire pour des raisons d'ordre religieux, éthique, moral ou autre, est une notion trop abstraite, qui ne s'accorde pas avec le génie national et ne répond pas à la nécessité de préserver l'intégrité et la souveraineté territoriales du pays.

Malte

[Original : anglais]

[25 mai 1987]

Le service militaire étant volontaire, la question de l'"objection de conscience" ne se pose pas à Malte.

Uruguay

[Original : espagnol]

[12 janvier 1988]

Le Ministère de la défense nationale a rédigé un rapport dont les principales conclusions sont les suivantes : \*/

---

1/ Cette étude peut être consultée au secrétariat (en espagnol seulement).

\*/ Les documents joints - textes législatifs - peuvent être consultés au secrétariat (en espagnol seulement).



1) L'armée permanente de la République est composée exclusivement de militaires de carrière (personnels supérieurs), formés à l'Ecole des officiers, et de volontaires (personnels subalternes) engagés en vertu d'un contrat qu'ils sont entièrement libres de reconduire d'année en année..

2) S'il existe des normes régissant l'instruction militaire obligatoire, leur application est cependant limitée à la prestation du serment de fidélité au drapeau et à des cas exceptionnels de mobilisation partielle.

3) Il découle de ce qui précède qu'il est improbable que des cas d'objection de conscience se présentent en Uruguay puisque la conscription n'existe pas.

#### IV. VUES DES ORGANES DE L'ONU ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES

##### Haut Commissariat pour les réfugiés

[Original : français]

[9 juillet 1988]

En ce qui concerne ce problème spécifique de l'objection de conscience au service militaire, la position du HCR peut être résumée comme suit :

- Le refus d'accomplir le service militaire est généralement sanctionné par des mesures pénales prévues par la loi. Dans les pays où l'insoumission est considérée comme une infraction militaire et où il n'existe pas de service de substitution, un insoumis peut être reconnu comme réfugié s'il peut démontrer qu'il se verrait infliger, pour l'infraction commise, une peine d'une sévérité disproportionnée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques.
- Par ailleurs, l'objection de conscience étant une forme d'insoumission, généralement fondée sur des convictions religieuses ou politiques, il conviendra d'apprécier la sincérité de l'expression de ces convictions afin de déterminer si elles sont susceptibles de faire admettre le droit d'un requérant d'asile au statut de réfugié.

La question de l'objection de conscience doit cependant être évaluée en regard de l'évolution récente des idées qui a conduit certains Etats à introduire, dans leur législation ou leur réglementation administrative, la possibilité de l'exemption des obligations militaires pour des raisons de conscience reconnues valables, ou des mesures de substitution au service militaire, c'est-à-dire généralement un service civil.

- Une requête d'asile peut également être justifiée, si le type d'action militaire auquel la personne concernée refuse, pour des raisons de conscience, de s'associer, est condamné par la communauté internationale comme étant contraire aux règles de conduite les plus élémentaires en la matière.
- Il en va de même si le refus d'accomplir le service militaire est motivé par des raisons de conscience, dans la mesure où son acceptation impliquerait l'incorporation dans des forces militaires ou de police et aurait pour effet de conforter un système
- - l'apartheid par exemple - condamné par la communauté internationale. Dans ce cas, l'objecteur de conscience est fondé à faire valoir son droit au statut de réfugié.

Ce dernier type de situation est conforme à la résolution 33/165 du 20 décembre 1978, à laquelle se réfère la résolution 1987/46 de la Commission des droits de l'homme sur l'objection de conscience au service militaire. La résolution 33/165 invite en effet les Etats Membres des Nations Unies à accueillir, dans l'esprit de la Déclaration sur l'asile territorial; les objecteurs de conscience qui refusent le service militaire en raison de leur aversion de l'apartheid, système condamné par la communauté internationale.

Les autres paragraphes encouragent les Etats à reconnaître un statut déterminé aux objecteurs de conscience et à prévoir des formes alternatives de service à leur intention. Le HCR ne peut, pour sa part, que se réjouir de toutes dispositions d'ordre interne prises dans ce sens. Dans ce cas, en effet, l'objection de conscience au service militaire n'étant plus pénalisée, la personne qui revendique la qualité d'objecteur de conscience n'a plus de raison de craindre d'être exposée à des sanctions pénales ou administratives disproportionnées et peut se livrer à des activités de substitution qui ne sont pas en contradiction avec ses convictions.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science  
et la culture

[Original : anglais]

[13 juillet 1987]

A ce jour, la question de l'"objection de conscience au service militaire" n'a pas été débattue au sein des organes délibérants de l'UNESCO. En revanche, elle a été soulevée au Congrès mondial sur la jeunesse, organisé par l'UNESCO à Barcelone (Espagne), en 1985, à l'occasion de l'Année internationale de la Jeunesse dans le cadre du débat sur le thème "Jeunesse, compréhension mutuelle et coopération internationale".

Plusieurs points de vue ont été exprimés quant à la nécessité de reconnaître plus largement le droit à l'objection de conscience en tant qu'engagement concret en faveur de la paix.

V. VUES DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Conseil de l'Europe

[Original : anglais]

[23 juillet et 5 octobre 1987]

A la 406ème réunion des délégués des Ministres, le Comité des Ministres a adopté la recommandation No R (87) 8 relative à l'objection de conscience au service militaire obligatoire.

A cette occasion, le Comité des Ministres a autorisé la publication du rapport explicatif relatif à cette recommandation, établi par le Comité directeur pour les droits de l'homme.

On trouvera ci-dessous les textes de la recommandation No R (87) 8 et du rapport explicatif.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITE DES MINISTRES

RECOMMANDATION No R (87) 8  
DU COMITE DES MINISTRES AUX ETATS MEMBRES

RELATIVE A L'OBJECTION DE CONSCIENCE  
AU SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE 1/

(adoptée par le Comité des Ministres le 9 avril 1987,  
lors de la 406ème réunion des délégués des Ministres)

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b) du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Rappelant que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales est le patrimoine commun des Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'en témoigne notamment la Convention européenne des droits de l'homme;

Considérant qu'il est opportun d'entreprendre une action commune pour le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

---

1/ Lors de l'adoption de cette recommandation :

- en application de l'article 10.2.c) du Règlement intérieur des réunions des délégués des Ministres, le délégué de la Grèce a réservé le droit de son gouvernement de se conformer ou non au texte de la recommandation, et le délégué de Chypre a réservé le droit de son gouvernement de se conformer ou non au paragraphe 9 de la recommandation;

- en application de l'article 10.2.d) du Règlement intérieur des réunions des délégués des Ministres, le délégué de l'Italie a fait enregistrer son abstention lors du vote et dans une déclaration explicative a indiqué que son gouvernement estimait que le texte ainsi adopté était en retrait par rapport aux suggestions de l'Assemblée et apparaissait de ce fait insuffisant;

- en application de l'article 10.2.d) du Règlement intérieur des réunions des délégués des Ministres, les délégués de la Suisse et de la Turquie ont fait enregistrer leur abstention lors du vote de ce texte et dans une déclaration explicative ont indiqué que leurs gouvernements n'étaient pas en mesure de se conformer aux dispositions de celui-ci.

Constatant que, dans la plupart des Etats membres du Conseil de l'Europe, l'accomplissement du service militaire est une obligation fondamentale pour les citoyens;

Considérant les problèmes soulevés par l'objection de conscience au service militaire obligatoire;

Souhaitant que l'objection de conscience au service militaire obligatoire soit reconnue dans tous les Etats membres du Conseil de l'Europe et régie par des principes communs;

Relevant que, dans des Etats membres où l'objection de conscience au service militaire obligatoire n'est pas encore reconnue, des mesures ponctuelles ont été prises en vue d'améliorer la situation des personnes concernées;

Recommande aux gouvernements des Etats membres de conformer, dans la mesure où ils ne l'ont pas encore fait, leurs droits et pratiques nationaux aux principes et règles suivants :

A. Principe de base

1. Toute personne soumise à l'obligation du service militaire qui, pour impérieux motifs de conscience, refuse de participer à l'usage des armes, a le droit d'être dispensée de ce service dans les conditions énoncées ci-après. Elle peut être tenue d'accomplir un service de remplacement;

B. Procédure

2. L'Etat peut prévoir une procédure appropriée pour l'examen des demandes aux fins de reconnaissance de la qualité d'objecteur de conscience ou accepter une déclaration motivée de la personne concernée;

3. En vue d'une application efficace des principes et règles de la présente recommandation, la personne soumise à l'obligation du service militaire doit être informée préalablement de ses droits. A cet effet, l'Etat lui fournit toutes informations utiles ou permet aux organisations privées intéressées d'en assurer la diffusion nécessaire;

4. La demande aux fins de reconnaissance de la qualité d'objecteur de conscience doit être présentée selon des modalités et dans des délais qui seront fixés compte tenu de l'exigence que la procédure d'examen de la demande soit, en principe, terminée dans sa totalité avant l'incorporation dans l'armée;

5. L'examen de la demande doit comporter toutes les garanties nécessaires à une procédure équitable;

6. Le demandeur doit pouvoir exercer un droit de recours contre la décision de première instance;

7. L'organe d'appel doit être séparé de l'administration militaire et d'une composition qui lui assure l'indépendance;

8. La loi peut prévoir également la possibilité pour l'intéressé de présenter une demande et d'être reconnu comme objecteur de conscience lorsque les conditions requises pour l'objection de conscience apparaissent pendant le service militaire ou au cours des périodes de formation militaire faisant suite au service initial;

#### C. Service de remplacement

9. Si un service de remplacement est prévu, il doit en principe être civil et d'intérêt public. Néanmoins, à côté du service de remplacement civil, l'Etat peut prévoir aussi un service militaire non armé et y affecter les seuls objecteurs dont les motifs de conscience se limitent à refuser l'usage personnel des armes;

10. Le service de remplacement ne doit pas revêtir le caractère d'une punition. Sa durée doit rester, par rapport à celle du service militaire, dans des limites raisonnables;

11. L'objecteur de conscience qui accomplit le service de remplacement ne doit pas avoir moins de droits que la personne soumise au service militaire, tant sur le plan social que pécuniaire. Les dispositions législatives ou réglementaires relatives à la prise en considération du service militaire pour l'emploi, la carrière ou la retraite sont applicables au service de remplacement.

### RAPPORT EXPLICATIF

#### I. Introduction

1. La recommandation No R (87) 8 est l'aboutissement de travaux qui, au sein du Conseil de l'Europe, ont commencé en 1966. Cette année-là, suite à une initiative d'Amnesty International, M. Richard et neuf autres parlementaires ont présenté à l'Assemblée une proposition de recommandation relative au droit des objecteurs de conscience (doc. 2076). Sur la base du rapport de sa Commission juridique, préparé par M. Bauer (doc. 2170), l'Assemblée a adopté, le 26 janvier 1967, la résolution 337 et la recommandation 478, toutes deux "relative(s) au droit à l'objection de conscience".

2. Dans la résolution 337, l'Assemblée énonçait les principes, la procédure ainsi que les règles applicables au service de remplacement qui, selon elle, devraient être suivis en la matière.

3. Dans la recommandation 478, l'Assemblée recommandait au Comité des Ministres :

"a) de charger le Comité d'experts en matière de droits de l'homme d'élaborer des propositions visant à mettre en oeuvre, au moyen d'une convention ou d'une recommandation aux gouvernements, les principes inscrits dans la résolution 337 de l'Assemblée et de contribuer ainsi à établir fermement le droit à l'objection de conscience dans tous les Etats membres du Conseil de l'Europe;

b) d'inviter les Etats membres à conformer, autant que possible, leurs législations nationales aux principes adoptés par l'Assemblée."

4. Par la suite, le problème a été soulevé à différentes occasions :

- lors de la Conférence parlementaire sur les droits de l'homme (Vienne, 18-20 octobre 1971), Amnesty International a invité la Conférence en particulier à "réaffirmer les principes énoncés dans la résolution 337 de l'Assemblée" et "demander au Comité des Ministres d'inscrire cette question au prochain programme de travail intergouvernemental". Cette dernière suggestion a été reprise dans les conclusions de la Conférence et fut inscrite à l'annexe de la recommandation 683 (1972) contenant des propositions pour un programme du Conseil de l'Europe dans le domaine des droits de l'homme;

- saisi pour avis par le Comité des Ministres, le Comité d'experts en matière de droits de l'homme a proposé, en juillet 1974, que la question de l'objection de conscience soit inscrite dans le futur plan à moyen terme. La même proposition sera formulée par l'Assemblée dans son avis sur le projet de plan;

- l'Assemblée s'est saisie à nouveau de la question et, sur la base d'un rapport de sa Commission des questions juridiques préparé par M. Périquier (doc. 4027), a adopté, le 7 octobre 1977, la recommandation 816 relative au droit à l'objection de conscience au service militaire. Dans ce texte, l'Assemblée recommandait au Comité des Ministres :

- "a) d'inviter les gouvernements des Etats membres à conformer, dans la mesure où ils ne l'ont pas encore fait, leurs législations nationales aux principes adoptés par l'Assemblée [principes contenus dans la résolution 337 et annexés à la recommandation 816];
- b) d'introduire le droit à l'objection de conscience au service militaire dans la Convention européenne des droits de l'homme."

- dans sa réponse, donnée en mars 1978, le Comité des Ministres note, comme il l'avait fait dans sa réponse à la recommandation 478, que "plusieurs Etats membres ont déjà réglé le problème de l'objection de conscience au service militaire dans le cadre de leurs législations, conformément à la plupart des principes énoncés à l'annexe de la recommandation 816 ou dans la résolution 337, alors que, pour diverses raisons, les autres Etats n'ont pu envisager d'amender leurs législations en cette matière". Mais, pour la première fois, il précise que "certains Etats sont à la recherche d'une solution allant dans le sens de ces principes".

5. C'est dans ce contexte que la question de l'objection de conscience au service militaire a été finalement inscrite dans le programme intergouvernemental d'activités pour 1981.

6. L'étude de ces problèmes a été confiée au Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) qui les a examinés de sa 10ème à sa 19ème réunion (novembre 1981 à mai 1986).

7. Le CDDH a entrepris ses travaux sur la base d'un rapport préparé par M. Zanghi, membre puis expert-consultant du Comité. Il a aussi tenu compte de la documentation élaborée dans le cadre du Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales. Il a eu enfin l'opportunité de connaître les vues d'Amnesty International sur le projet de recommandation en cours d'élaboration.

8. A l'issue de ses travaux, le CDDH a mis au point le projet de recommandation et l'a transmis au Comité des Ministres. Ce dernier, après avoir consulté l'Assemblée (voir l'avis No 132 du 30 janvier 1987), a adopté le texte de la recommandation No R (87) 8 le 9 avril 1987, lors de la 406ème réunion des délégués des Ministres.

## II. Objet de la recommandation

9. Après une étude minutieuse des législations et pratiques nationales, le CDDH a constaté qu'un grand nombre d'Etats membres du Conseil de l'Europe a adopté des dispositions relatives au droit à l'objection de conscience au service militaire obligatoire, mais que les solutions retenues sont extrêmement diverses.

10. En conséquence, le CDDH a considéré que le but à atteindre était une harmonisation de ces législations et pratiques nationales sur la base de certains principes et règles. Pour ce faire, il lui a semblé que, compte tenu de la situation actuelle, une recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres du Conseil de l'Europe était le moyen le plus approprié.

11. C'est dans cet esprit, et en s'inspirant des propositions de l'Assemblée, que le CDDH a entrepris ses travaux. Après avoir affirmé le principe selon lequel "toute personne soumise à l'obligation du service militaire qui, pour d'impérieux motifs de conscience, refuse de participer à l'usage des armes, a le droit d'être dispensée de ce service", la recommandation précise les règles et principes qui devraient être suivis en ce qui concerne la procédure de reconnaissance de la qualité d'objecteur de conscience et le service de remplacement. Elle ne s'applique qu'au service militaire obligatoire mais cela n'empêche pas, bien entendu, les Etats d'adopter des principes et règles semblables dans le cadre du service militaire volontaire.

## III. Commentaires sur les dispositions de la recommandation

### Préambule

12. Le Préambule rappelle les raisons qui ont conduit à l'élaboration de la recommandation ainsi que l'objet de ce texte : une reconnaissance de l'objection de conscience dans tous les Etats membres du Conseil de l'Europe et une harmonisation des législations et pratiques nationales par leur conformité à certains principes communs.

13. Cette recommandation s'insère tout naturellement dans la recherche constante, par les Etats membres du Conseil de l'Europe, d'un meilleur respect et d'un plus grand développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales dont la pierre angulaire est la Convention européenne des droits de l'homme.



Toutefois, les auteurs de la recommandation n'ont pas voulu, à la différence de l'Assemblée, faire une mention expresse à l'article 9 de cette Convention, dans la mesure où une telle référence pourrait soulever des problèmes d'interprétation 1/.

14. On notera aussi qu'il a été tenu compte de la situation des Etats où l'objection de conscience n'est pas encore reconnue mais qui ont pris des mesures ponctuelles en vue d'améliorer la situation des personnes concernées (par exemple en les autorisant à accomplir un service militaire non armé ou en décriminalisant les infractions commises en ce domaine).

#### Paragraphe 1

15. L'élément essentiel du principe qui est à la base même de la recommandation, réside dans les motifs qui peuvent être invoqués à l'appui d'une demande du statut d'objecteur de conscience. Sur ce plan, les législations nationales présentent une très grande variété : motifs de conscience, motifs d'ordre religieux, éthique, moral, humanitaire, philosophique, etc. Face à cette situation, les experts ont écarté la solution consistant à énumérer les différents motifs possibles. En effet, une telle liste ne saurait être exhaustive et risquerait de masquer l'idée fondamentale selon laquelle la notion même de liberté de conscience implique que tous les motifs impérieux dictés par la conscience de refuser de participer à l'usage des armes soient considérés comme une base pour la reconnaissance de la qualité d'objecteur de conscience.

16. En ne retenant, des différents motifs évoqués au paragraphe précédent, que les motifs de conscience, la recommandation veut inciter les Etats à ne pas avoir une attitude trop restrictive et à ne pas utiliser la nature des motifs comme un moyen détourné d'affaiblir l'effectivité du droit à l'objection de conscience.

Seuls cependant peuvent être pris en considération des motifs qui sont à la base d'un conflit de conscience et qui, par ailleurs, sont "impérieux", c'est-à-dire auxquels il est impossible de résister. Il convient de noter que la recommandation ne couvre pas les cas d'objection de conscience dite "sélective" ou "partielle", c'est-à-dire celle qui est limitée à l'usage des armes dans certains cas seulement.

17. Dans l'intérêt de la collectivité, pour des raisons d'égalité de traitement et aussi dans le but de s'assurer de la bonne foi du demandeur, la plupart des Etats européens qui ont reconnu le droit à l'objection de conscience ont estimé opportun d'établir un service de remplacement. La recommandation prend en considération cette pratique sans pour autant en faire une obligation (voir aussi les paragraphes 9 à 11 de la recommandation).

---

1/ Dans plusieurs décisions, la Commission européenne des droits de l'homme a déclaré qu'"aucun droit à l'objection de conscience ne figure au nombre des droits et libertés garantis par la Convention". Voir en particulier les décisions sur la recevabilité des requêtes Nos 5591/72 (Recueil 43, p. 61), 7565/76 (D.R. 9, p. 117), 7705/76 (D.R. 9, p. 196), 10410/83 (non encore publiée) et 10600/83 (non encore publiée). Il convient cependant de relever que, dans la décision 10410/83, la Commission "accepte que les griefs du requérant se situent au moins dans le domaine de l'article 9 de la Convention, bien que cette dernière ne garantisse pas en tant que tel un droit à l'objection de conscience" (traduction non officielle).

#### Paragraphe 2

18. A l'heure actuelle, les législations de la plupart des Etats membres du Conseil de l'Europe prévoient des procédures spéciales et des organes compétents pour connaître des demandes présentées et décider de leur recevabilité. Le paragraphe 2 reflète cette situation mais invite aussi à tenir compte du fait que, dès à présent, dans certains Etats, une déclaration motivée de la part de l'intéressé suffit pour obtenir le statut d'objecteur de conscience.

#### Paragraphe 3

19. Une mise en oeuvre efficace du droit à l'objection de conscience suppose une information adéquate. A cette fin, le paragraphe 3 énonce le principe de l'information préalable de toute personne concernée de manière à ce qu'elle puisse faire valoir ses droits en temps utile.

20. La deuxième phrase de ce paragraphe indique les modalités selon lesquelles peut être donnée une information : soit directement par l'Etat, soit par les organisations non gouvernementales intéressées. Ces dernières peuvent se voir imposer par l'Etat certaines conditions, en particulier pour éviter la communication d'informations contraires à l'ordre public.

#### Paragraphe 4

21. Quel que soit le système adopté par l'Etat, la demande de l'intéressé est, dans tous les cas, nécessaire pour la reconnaissance de la qualité d'objecteur de conscience. Le paragraphe 4 renvoie aux législations nationales pour fixer les modalités et les délais éventuels. Il recommande toutefois que la procédure d'examen de la demande soit, en principe, terminée dans sa totalité avant l'incorporation dans l'armée de la personne concernée.

#### Paragraphe 5

22. Dans le but de garantir le plus possible l'effectivité du droit à l'objection de conscience, l'examen de la demande doit comporter toutes les garanties nécessaires pour permettre à l'intéressé de faire valoir ses droits. A ce sujet, il convient de souligner l'impartialité dont doivent faire preuve les différents organes intervenant dans la procédure, aussi bien ceux de première instance que ceux d'appel (voir les paragraphes 6 et 7 de la recommandation).

#### Paragraphe 6

23. Ce paragraphe prévoit que le demandeur doit pouvoir exercer un droit de recours contre la décision de première instance. La nature de l'instance d'appel n'est pas précisée mais sa composition doit lui assurer l'indépendance.

#### Paragraphe 7

24. La question de savoir qui statue sur la demande de l'objecteur de conscience revêt naturellement une importance toute particulière. Le souci des auteurs de la recommandation a été de tenir compte à la fois de la diversité des solutions retenues en ce domaine par les Etats et de la nécessité de prévoir certaines garanties.

25. La recommandation n'impose pas que l'organe de première instance soit séparé de l'administration militaire. Mais, en tout état de cause, une telle séparation doit exister au niveau de l'organe d'appel.

#### Paragraphe 8

26. Dans la réglementation de la demande, la fixation d'un délai de forclusion définitive pourrait être considérée comme contraire à l'objectif même de la recommandation. Etant admis que la volonté de refuser le service militaire naît d'un conflit de conscience, il en découle que ce conflit peut intervenir à n'importe quel moment dans la vie d'une personne. Rien n'empêche, en effet, que ce type de conflit puisse surgir pendant l'accomplissement du service militaire.

C'est pourquoi le paragraphe 8 donne à l'Etat la faculté d'admettre que le droit à l'objection de conscience puisse s'exercer même pendant le service militaire ou durant des périodes de formation militaire faisant suite au service initial.

27. Il est entendu que si un Etat exerce cette faculté, toutes les garanties mentionnées aux paragraphes 5 à 7 et 9 à 11 doivent s'appliquer aussi à cette autre hypothèse de présentation d'une demande.

#### Paragraphe 9

28. Aux termes de la recommandation, le service de remplacement doit, en principe, revêtir un caractère civil. Toutefois, cela n'empêche pas les Etats qui le désirent d'organiser aussi un service de caractère militaire non armé, pour y affecter les seuls objecteurs qui se limitent à refuser l'usage personnel des armes.

29. En précisant que le service de remplacement civil doit être d'intérêt public, on a voulu inviter les Etats à veiller ce que les objecteurs de conscience soient employés à des tâches utiles à la société telles que, par exemple, le travail en milieu hospitalier ou dans les services sociaux ainsi que l'assistance technique aux pays en développement.

#### Paragraphe 10

30. Ce paragraphe souligne que le service de remplacement ne doit pas revêtir le caractère d'une punition. C'est à partir de ce principe qu'est abordée la question de la durée d'un tel service. Dans la plupart des pays, cette durée est supérieure à celle du service militaire. Cet allongement peut être expliqué, par exemple par le souci de compenser les rappels périodiques après la période initiale de service militaire ou - dans le cas d'un service civil - par la nature du service dans lequel l'objecteur de conscience est affecté.

Le texte n'indique pas une durée particulière mais, dans l'esprit du principe mentionné ci-dessus, précise que cette durée doit rester dans des limites raisonnables.

#### Paragraphe 11

31. Comme on l'a dit, une des raisons du service de remplacement est de sauvegarder l'égalité de traitement entre ceux qui accomplissent leur service militaire et les objecteurs de conscience. D'un autre côté, il ne faudrait pas

que le service de remplacement engendre à son tour des discriminations entre ces deux catégories de personnes, tant sur le plan social que pécuniaire.

32. Dans le même esprit, la deuxième phrase de ce paragraphe vise les Etats qui prévoient, par exemple, le maintien de l'emploi pendant le service militaire ou dans lesquels la durée du service est prise en considération afin de déterminer l'ancienneté dans l'emploi ou dans la carrière ou encore pour la retraite. Lorsque de telles dispositions existent, elles doivent être appliquées aussi au service de remplacement assuré par l'objecteur de conscience.

## VI. VUES DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

### Amnesty International

[Original : anglais]

[29 février 1988]

Aux termes de ses statuts, Amnesty International agit pour faire libérer les prisonniers d'opinion, à savoir les personnes qui "sont emprisonnées, détenues ou subissent des contraintes physiques du fait de leurs convictions politiques ou religieuses ou pour toute autre raison de conscience, ou à cause de leur origine ethnique, de leur sexe, de leur couleur ou de leur langue, à condition qu'elles n'aient pas usé de violence ni préconisé son usage". En ce qui concerne plus précisément l'objection de conscience au service militaire, les lignes directrices de son action ont été définies comme suit :

"1. On considère comme objecteur de conscience une personne soumise à l'obligation militaire ou à l'enregistrement en vue de la conscription (même lorsque le service militaire n'existe pas), qui, pour des raisons de conscience ou de conviction intime fondées sur des motifs religieux, éthiques, moraux, humanitaires, philosophiques, politiques ou similaires, refuse d'accomplir le service armé ou toute autre participation, directe ou indirecte, aux guerres et conflits armés.

2. Lorsqu'une personne est détenue/emprisonnée parce qu'elle déclare objecter au service militaire ou à l'enregistrement en vue de la conscription pour des raisons indiquées au paragraphe 1, Amnesty International considérera cette personne comme prisonnier d'opinion, si son emprisonnement/détention découle d'une ou plusieurs raisons ci-dessous :

a) Les lois du pays ne prévoient pas la reconnaissance de l'objection de conscience ou la possibilité pour la personne de déclarer son objection de conscience à un moment déterminé dans le temps;

b) La personne ne dispose pas du droit de se déclarer objecteur de conscience;

c) La reconnaissance de l'objection de conscience est à ce point limitée que seuls certains, et non pas tous les motifs de conscience et d'intime conviction sont acceptables;

d) La personne ne dispose pas du droit de revendiquer l'objection de conscience pour motifs de conscience ou intime conviction mentionnés ci-dessus, lorsque cette objection est apparue après l'incorporation dans les forces armées;

e) La personne est emprisonnée pour avoir quitté sans autorisation les forces armées, si cette personne a utilisé les moyens raisonnables pour obtenir officiellement sa dispense des obligations militaires pour des raisons de conscience, ou bien si cette personne n'a pas utilisé ces moyens parce que la possibilité de les connaître ne lui a pas été donnée;

f) Il n'existe pas de droit à un service de remplacement de caractère purement civil et placé sous un contrôle civil;

g) Lorsque la durée du service de remplacement est telle qu'elle doit être considérée comme une punition de l'objection de conscience.

3. Lorsqu'il existe une disposition relative à l'objection de conscience qui répond aux critères du paragraphe 2, une personne ne sera pas considérée comme prisonnier d'opinion si elle n'accepte pas de dire aux autorités chargées de la décision la raison de son objection de conscience, lorsque ceci est exigé par la loi du pays, à moins que cette raison puisse être déduite de toutes les circonstances du cas.

4. Une personne ne sera cependant pas considérée comme prisonnier d'opinion si elle a refusé la possibilité qui lui a été offerte d'accomplir le service de remplacement comparable, de caractère purement civil et placé sous un contrôle civil."

Amnesty International ne prend pas position sur le bien-fondé de la conscription en général, pas plus qu'elle n'approuve ni ne désapprouve les motifs des objecteurs de conscience. L'organisation travaille à la libération individuelle des objecteurs auxquels s'appliquent les lignes directrices exposées ci-dessus, ainsi qu'au développement d'un droit et de procédures prévoyant des dispositions qui tiennent dûment compte du cas des objecteurs de conscience.

Dans une note \*/ présentée par Amnesty International, on trouve des détails sur les problèmes qui préoccupent cette organisation dans 23 pays où l'objection de conscience et le service de substitution sont régis par des lois qui risquent d'entraîner l'incarcération de personnes qu'elle considérerait comme des prisonniers d'opinion. Il ne s'agit nullement d'une étude exhaustive des pays où la législation et les pratiques en la matière pourraient être à l'origine de cas dont elle s'inquiète, mais bien davantage d'une analyse limitée aux pays où elle dispose de renseignements à leur sujet, où un régime de conscription est actuellement en vigueur et où elle a eu des inquiétudes précises en relation avec l'objection de conscience ces dernières années.

Dans certains pays dont il est question dans cette note, la législation ne prévoit rien pour l'objection de conscience, et les personnes qui refusent d'accomplir leur service militaire pour des motifs de conscience fondées sur

---

\*/ Qui peut être consultée au secrétariat (en anglais seulement).

leurs convictions sont systématiquement emprisonnées. Dans d'autres, seuls des motifs de refus limités, religieux par exemple, sont réputés acceptables, et les objecteurs qui en ont d'autres risquent la prison. Amnesty International s'inquiète aussi de ce que dans certains pays, le service de substitution offert aux objecteurs ne puisse être considéré comme "de caractère purement civil et placé sous un contrôle civil" et que les objecteurs risquent d'être emprisonnés s'ils le refusent pour des motifs de conscience. Dans d'autres cas, le service de substitution dure parfois le double du service militaire. Amnesty International considérerait comme un prisonnier d'opinion un objecteur de conscience emprisonné pour avoir refusé d'accomplir un service de substitution si la longueur en était telle qu'il pût être tenu pour "une punition de l'objection de conscience".

Dans certains cas, les objecteurs de conscience qui ont été emprisonnés sont à nouveau passibles d'emprisonnement si, après avoir purgé leur peine, ils persistent dans leur refus d'accomplir le service militaire.

Le droit de refuser le service militaire pour des motifs de conscience est inhérent au principe de la liberté de pensée, de conscience et de religion posé par l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette liberté est également proclamée dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (article 18), la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales (article 9), la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme (article 3), la Convention américaine relative aux droits de l'homme (article 12) et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (article 8). Les trois premières de ces conventions n'autorisent de dérogation au droit à la liberté de conscience en aucune circonstance. La Charte africaine n'envisage la suspension d'aucune de ses dispositions.

Dans sa résolution 1987/46, la Commission des droits de l'homme envisage l'objection au service militaire pour des motifs de conscience comme "un exercice légitime du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion". Elle recommande en outre aux Etats de s'abstenir de soumettre les objecteurs de conscience à l'emprisonnement. Elle leur recommande aussi de prévoir un service de substitution et des procédures de décision impartiales pour son application.

De même, dans sa recommandation No R (87) 8 aux Etats membres du Conseil de l'Europe relative à l'objection de conscience au service militaire obligatoire, en date du 9 avril 1987, le Comité des Ministres, sans faire expressément référence au droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, se prononce en faveur de l'établissement d'un service de remplacement. Il déclare aussi que ce service "ne doit pas revêtir le caractère d'une punition. Sa durée doit rester, par rapport à celle du service militaire, dans des limites raisonnables". Dans sa résolution du 7 février 1983, le Parlement européen était allé plus loin, devenant ainsi le premier organisme international à défendre l'idée que le service de substitution ne devrait pas être plus long que le service militaire ordinaire.

On trouvera à l'Annexe 1 \*/ des détails sur certains cas récents parvenus à la connaissance d'Amnesty International qui illustrent ses préoccupations liées à l'emprisonnement d'objecteurs de conscience.

L'Annexe 2 \*\*/ offre un résumé des renseignements (souvent limités) qu'Amnesty International possède sur les dispositions régissant la conscription, le statut des objecteurs de conscience et le service de substitution dans des pays dont il n'est pas question dans le corps de sa note.

Comité consultatif mondial de la Société des amis (Quakers)

[Original : anglais]

[18 décembre 1987 et  
8 février 1988]

Le Comité consultatif mondial de la Société des amis (CCMA) accueille avec une vive satisfaction la résolution 1987/46, intitulée "Objection de conscience à la guerre et au service militaire", qui lui paraît très importante dans la mesure où la Commission des droits de l'homme a su trouver là les mots et expressions qui convenaient et exprimer l'intention générale des Etats membres.

Depuis plus de 300 ans, les Quakers refusent systématiquement de participer à aucune guerre, convaincus qu'ils sont que la guerre est contraire aux enseignements et à l'esprit du Christ et que, partant, il est mal de tuer ou d'entraîner les gens à tuer. C'est là une position qui fut celle de nombreux chrétiens dans le passé et qui est aujourd'hui défendue par plusieurs églises chrétiennes, dont les Quakers. C'est pour ces raisons que ces derniers revendiquent le droit à l'objection de conscience au service militaire, non seulement pour eux-mêmes, mais pour tous ceux qui partagent leurs convictions. Le CCMA estime que le droit à l'objection de conscience au service militaire figure implicitement à l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, relatif à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Le CCMA constate que les Eglises pacifistes constituent une minorité dans la chrétienté. Il reste que l'Eglise chrétienne a défendu la doctrine de la "guerre juste", qui, loin de proclamer que toute guerre est juste, assigne au contraire des limites au droit de faire la guerre et au choix des moyens de la conduire. Ainsi, un chrétien, sans pour autant être pacifiste, peut néanmoins ne pas accepter de prendre part à une guerre déterminée, soit qu'elle vise une fin injuste, soit qu'elle risque selon toute probabilité d'être conduite par des méthodes injustes. En outre, chacun a le devoir de refuser de prendre part à des actes qui sont contraires au droit international. A cet égard, le CCMA note en particulier ce qui suit :

---

\*/ et \*\*/ Peuvent être consultées au secrétariat (en anglais seulement).

a) A travers l'histoire, les Etats ont usé de la force armée chaque fois qu'elle était jugée nécessaire, mais ceci n'est plus acceptable, ni conforme au droit. A travers la Charte des Nations Unies, ils ont pris l'engagement de "... préserver les générations futures du fléau de la guerre". Aujourd'hui, elle leur interdit de recourir à l'emploi de la force, sauf en cas d'agression armée de la part d'un autre Etat 1/ et à seule fin d'assurer leur défense 2/. Depuis la deuxième guerre mondiale, cette branche du droit international a été renforcée et développée par un certain nombre de résolutions 3/. En outre, les belligérants n'ont plus le libre choix des moyens et des méthodes applicables pour conduire la guerre 4/.

b) La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide interdit les actes de destruction dirigés contre des groupes nationaux, ethniques, raciaux ou religieux, quel qu'en soit l'auteur, et fait du génocide un crime au regard du droit international.

c) Dans une résolution qui date de 1946, l'Assemblée générale des Nations Unies a pris acte des principes reconnus dans le statut de la Cour militaire internationale de Nuremberg et posé la responsabilité individuelle des actes contraires au droit international 5/.

d) L'Assemblée générale a affirmé que les Etats doivent s'abstenir de recourir à toute mesure de coercition qui porterait atteinte au droit à l'autodétermination 6/. Dans une autre résolution, elle fait un devoir en droit international du refus de servir dans des forces armées utilisées pour maintenir l'apartheid 7/.

---

1/ Charte des Nations Unies, Article 2, paragraphe 4.

2/ Ibid., Article 51.

3/ Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (1960), par exemple, ou "Définition de l'agression", résolution 3314 (XXIX) du 14 décembre 1974.

4/ Conférences de paix et conventions de La Haye de 1899 et 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, Conventions de Genève de 1949 et Protocoles additionnels adoptés en 1977 et Convention de 1977 sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles.

5/ Assemblée générale des Nations Unies, résolution 95 (I), de décembre 1946.

6/ Dans sa résolution 2625 (XXV), par exemple.

7/ Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.



Sans s'inscrire dans la tradition de la guerre juste, le CCMA croit au droit de chacun de réclamer l'exemption de service militaire pour ces motifs.

La Commission des droits de l'homme joue un rôle important dans l'interprétation de la Déclaration universelle des droits de l'homme comme des autres instruments existant en la matière. Elle est aussi habilitée, en vertu des Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies, à interpréter les obligations des Etats Membres à ce titre.

Le CCMA, conscient des difficultés que les gouvernements et les particuliers peuvent éprouver lorsqu'une personne cherche à mettre ses actes en conformité avec le droit international, suggère que des principes directeurs universels soient établis pour faciliter l'application des normes acceptées au niveau international. Avec de tels principes, le devoir de refuser de commettre certains actes d'agression serait mieux garanti.

L'objection de conscience au service militaire est une question débattue au sein de l'Organisation des Nations Unies et de la Société des Nations qui l'avait précédée depuis une soixantaine d'années. Au cours des dernières décennies, de nombreux Etats Membres ont considérablement progressé dans la voie de la reconnaissance du droit à l'objection de conscience, et la liste des pays possédant ou instituant une législation en la matière continue de s'allonger.

Il est affirmé dans le préambule de la résolution 1987/46 que la défense du droit à l'objection de conscience repose sur des normes internationales bien établies. Dans ce texte, la Commission des droits de l'homme mentionne les articles 3 et 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et tient compte de l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et elle relève en outre l'importance du rôle de la jeune génération dans la promotion de la paix et de la coopération internationales ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Cette résolution indique que l'objection de conscience au service militaire est de plus en plus largement acceptée parmi les Etats Membres, et elle devrait être prise en considération par les organes de décision pour l'interprétation des normes internationales applicables.

Le CCMA note que deux Etats seulement (tous deux actuellement engagés dans un conflit armé) ont voté contre ce texte et constate avec satisfaction que ni l'esprit ni le contenu de cette résolution ne soulèvent de difficultés pour la majorité des Etats.

Le CCMA demande instamment aux Etats de répondre concrètement, s'ils ne l'ont encore déjà fait, à l'appel que la Commission leur a lancé "pour qu'ils reconnaissent que l'objection de conscience au service militaire doit être considérée comme un exercice légitime du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion reconnu par la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques". Le CCMA les invite en outre à agir en conformité du paragraphe 3 et à s'abstenir de soumettre les objecteurs de conscience à l'emprisonnement.

Le COMA a fourni au sujet de l'objection de conscience au service militaire des renseignements portant sur les questions suivantes \*/:

1. Le droit à l'objection de conscience à la guerre et au service militaire : dispositions en vigueur et problèmes des personnes déjà incorporées dans le service armé.
2. Enlèvements, rafles et autres formes de conscription extra-judiciaire.
3. L'asile à l'étranger pour les objecteurs de conscience : quelques faits nouveaux des années 80.

Human Rights Advocates

[Original : anglais]

[31 décembre 1987]

1. Au paragraphe 2 de la résolution 1987/46, la Commission des droits de l'homme "invite les Etats à prendre des mesures prévoyant l'exemption du service militaire pour objection de conscience au service armé reposant sur des convictions sincères". Human Rights Advocates (HRA) considère qu'à sa quarante-cinquième session, la Commission devrait impérativement préciser les convictions définissant le champ d'application de l'exemption légale de service militaire pour objection de conscience. En particulier, elle devrait indiquer clairement que cette exemption s'impose non seulement pour les objecteurs qui refusent de participer à toutes les utilisations de la force armée, mais encore pour ceux dont le refus vise celles qui, par la fin recherchée ou les moyens employés, vont à l'encontre des principes universellement acceptés du droit international. (Voir les recommandations figurant dans le Rapport de la Sous-Commission E/CN.4/Sub.2/1983/30, par. 155 à 160).

2. Le droit de refuser de prendre part à des conflits armés illégitimes découle du droit humanitaire ainsi que de la Charte des Nations Unies et de la Charte internationale des droits de l'homme. La Quatrième Convention de La Haye de 1907 affirme clairement (au huitième alinéa du préambule) que durant un conflit armé, "les populations et les belligérants restent [tous] sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique" (c'est nous qui soulignons). La reconnaissance du droit de chacun de refuser de participer à des actions constituant des violations flagrantes du droit international ne peut qu'aller dans le sens des objectifs de la Charte et des intérêts de tous les Etats membres.

---

\*/ Cette documentation peut être consultée au Secrétariat (en anglais seulement).

3. Comme le Tribunal militaire international l'a souligné, l'idée fondamentale du statut [de la Cour de Nuremberg] est que les individus ont des devoirs internationaux qui transcendent les obligations nationales d'obéissance imposées par l'Etat dont ils relèvent. Les principes IV et VII consacrés par ce statut proclament que quiconque commet un crime au regard du droit international ou en est complice est responsable de ce crime même s'il a agi sur ordre supérieur. La loi No 10 du Conseil de contrôle allié étend la responsabilité des crimes du droit international à quiconque y a pris part en étant consentant.

4. Le droit de se refuser à être complice est plus large que la responsabilité effective; en d'autres termes, une personne peut être contrainte de commettre des infractions au droit international quand bien même elle ne serait probablement pas tenue pénalement responsable desdites infractions. L'article 30 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose : "aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat ... un droit quelconque de se livrer à une activité ... visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés." Assurément, cette condamnation interdit aux Etats de forcer leurs jeunes à participer à des actions visant à détruire les droits inévitablement et massivement violés durant les conflits armés illégitimes. L'objection de conscience est un moyen que les conscrits devraient être autorisés à employer pour se soustraire au risque de complicité de crimes internationaux.

5. Quels sont, outre ceux qui, pour des raisons de conscience, sont opposés à tout usage de la force, les objecteurs qui devraient être admis à bénéficier d'une exemption de service militaire ? Deux considérations entrent ici en ligne de compte. Tout d'abord, il faut que le conflit auquel l'objecteur refuse de prendre part soit contraire au droit international. A tout le moins et dans un premier temps, l'exemption devrait être accordée dans les cas où l'Assemblée générale condamne universellement un usage de la force, en des termes emportant clairement des conséquences juridiques, comme violation de la Charte des Nations Unies, des Conventions de La Haye, de celles de Genève ou des principes de Nuremberg. Deuxièmement, il faut que l'objecteur rapporte la preuve que sa position est sincère. Pour l'établir, il devrait lui suffire de montrer qu'il a connaissance des règles du droit international qui seraient ainsi enfreintes et qu'il est convaincu que lesdites règles devraient être obéies.

6. Human Rights Advocates tient en outre à appeler l'attention de la Commission sur le droit interne des Etats-Unis qui incorpore directement les règles de Nuremberg relatives à la responsabilité personnelle des crimes du droit international. The Law of Land Warfare (U.S. Army Field Manual, 1956) dispose en son article 498 :

"Toute personne, membre des forces armées ou civil, qui commet un acte constituant un crime au regard du droit international en porte la responsabilité et s'expose à en être puni.

Quiconque est exposé à voir sa responsabilité pénale engagée en droit international pour complicité de crime a, en vertu des droits de la défense, celui de prendre les mesures voulues pour mettre fin à cette complicité. Ce droit découle directement du principe proclamé à l'article 8 de la Charte de Londres : "le fait d'avoir agi sur l'ordre de son gouvernement ou celui d'un supérieur hiérarchique ne dégage pas la responsabilité de l'auteur." [59 Stat. 1547].

7. Dans plusieurs affaires récentes, les jurys ont acquitté des personnes qui avaient commis des actes de désobéissance civile non violente au motif que, conformément aux Principes de Nuremberg, elles étaient suffisamment convaincues de contribuer ainsi aux efforts faits pour prévenir des violations flagrantes du droit international. C'est ainsi qu'un tribunal de l'Etat du Vermont a jugé :

"le droit international a pour effet de restreindre et limiter la souveraineté des nations. Il peut aussi limiter les obligations dont les particuliers sont tenus envers l'Etat et leur créer des obligations internationales qui les lient dans la mesure où elles doivent être exécutées même dans les cas où cela va à l'encontre d'une règle du droit positif ou d'une directive dudit Etat."

Vermont v. McCann, Vermont District Court Unit 2, No 2857-7-86CnCr, slip opn. p. 15 et 16 (l'accusé, inculpé d'entrave à la circulation à une usine d'armements, avait été acquitté après avoir été autorisé à invoquer pour sa défense des exemples empruntés au Tribunal de Nuremberg), citant United States v. von Leeb, 11 procès de criminels de guerre devant les Tribunaux militaires de Nuremberg (426, 489).

8. De même que les individus devraient être autorisés à prendre des mesures non violentes pour essayer d'en empêcher d'autres d'agir en violation du droit international, de même et plus sûrement encore ils devraient avoir le droit de prendre des mesures pour se dégager d'une participation à de tels actes.

#### Union internationale humaniste et laïque

[Original : anglais]

[21 janvier 1988]

Le Commissaire pour les droits de l'homme de l'Union internationale humaniste et laïque a demandé aux personnes avec lesquelles il est en contact dans plusieurs pays de lui fournir des renseignements ou des observations sur "l'objection de conscience au service militaire". La plupart des pays où il existe des organisations affiliées à l'Union n'ayant pas institué le service obligatoire, il n'a reçu d'eux aucune information. Toutefois, quelques réponses lui sont parvenues, qui peuvent être consultées au secrétariat.

#### Fédération internationale islamique d'organisations d'étudiants

[Original : anglais]

[8 juin 1987]

La Fédération internationale islamique d'organisations d'étudiants s'inspire d'une philosophie fondée sur l'Islam, ce qui implique qu'elle oriente tous ses efforts vers le service de Dieu et mène des activités qui fassent progresser l'homme dans l'accomplissement de la mission qu'Il lui a confiée. C'est donc tout naturellement dans cette perspective qu'elle tend à envisager la question de l'objection de conscience au service militaire.

La Fédération soutiendra toujours l'objection au service militaire lorsqu'il s'agira d'un conflit ou campagne visant des objectifs contraires aux principes de l'Islam : réduction en esclavage d'un peuple, comme dans le cas de l'occupation soviétique en Afghanistan, éviction forcée de populations de leur foyer national, comme avec la création et l'expansion des colonies israéliennes, soumission d'un territoire à une suzeraineté usurpée destinée à ravir à un peuple ses moyens d'existence ou à appuyer l'oppression, comme en Inde où les forces de sécurité sont mises au service du génocide perpétré contre les minorités non hindoues.

La Fédération, pour les mêmes raisons, ne saurait soutenir l'objection au service militaire s'il s'agit d'une campagne menée pour la défense légitime d'un Etat islamique ou d'un peuple opprimé ou pour l'élimination d'un mouvement qui s'oppose à la volonté de Dieu ou qui vise à empêcher le peuple de suivre la voie de Dieu.

La Fédération estime que l'Organisation des Nations Unies a un devoir particulier de protéger les communautés minoritaires forcées d'accomplir un service militaire qui est en contradiction directe avec leurs convictions, tels les Musulmans d'Union soviétique forcés par ce pays à se battre en Afghanistan contre leurs propres frères.

Pax Christi International

[Original : anglais]

[6 janvier 1987]

Comme les documents qu'elle a soumis \*/ permettent de le constater, Pax Christi International, Mouvement international catholique pour la paix, s'intéresse depuis de nombreuses années au problème de l'objection de conscience au service militaire.

A une réunion tenue le 11 décembre 1987, son Groupe de travail sur la non-violence a décidé de faire de l'objection de conscience l'une de ses grandes priorités pour les quelques années à venir. A cet effet, il recueille des données sur les conditions dans lesquelles un service de substitution peut être accompli dans certains pays. Il se propose de préparer une intervention à la Commission des droits de l'homme, en partant du principe que les personnes dispensées de service militaire pour objection de conscience ne devraient pas être tenues d'effectuer un service de substitution civil plus long que le service militaire obligatoire.

Pax Christi International salue avec la plus vive satisfaction l'adoption par la Commission des droits de l'homme de la résolution concernant l'objection de conscience au service militaire et il est reconnaissant au Centre pour les droits de l'homme de continuer à suivre les activités dans ce domaine.

---

\*/ Les documents en question peuvent être consultés au secrétariat (en anglais seulement).